

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFECTURE DU BAS-RHIN

DIRECTION DES INTERVENTIONS
PUBLIQUES

Bureau de l'Environnement et
des Espaces Naturels

A R R E T E P R E F E C T O R A L

prescrivant à la société DANZAS la réalisation d'un réseau
de contrôle de la qualité des eaux souterraines par
l'installation de deux piézomètres pour son dépôt situé
10, rue de la Minoterie à STRASBOURG

LE PREFET DE LA REGION ALSACE
PREFET DU BAS-RHIN
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 et le décret n° 77-1133 du
21 septembre 1977 relatifs aux installations classées pour la protection de
l'environnement ;
- VU le décret n° 53-577 du 20 mai 1953 modifié fixant la nomenclature des
installations classées ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 juin 1990 autorisant la société DANZAS HP à
exploiter un dépôt de produits agropharmaceutiques situé 10, rue de la
Minoterie ;
- VU le rapport et les propositions de l'inspecteur des installations classées en
date du 18 novembre 1991 ;
- VU l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène au cours de sa séance du
14 janvier 1992 ;

APRES communication à la société DANZAS HP du projet d'arrêté ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,

A R R E T E

Article 1er :

Les dispositions prévues dans l'arrêté préfectoral du 22 juin 1990 sont
renforcées par les dispositions suivantes .

.../...

Article 2. :

La Société DANZAS HP, dispose d'un délai de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté pour entreprendre la réalisation d'un réseau de contrôle de la qualité des eaux souterraines comme indiqué et repéré dans l'étude de vulnérabilité établie par le BRGM Alsace en octobre 1991 référencée 91 SGAL 070 et transmise à la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement.

Ce réseau sera constitué par l'implantation de deux piézomètres encadrant le dépôt, l'un situé au nord et l'autre situé au sud.

Ils seront profonds de 8 m environ et de diamètre 50 mm, afin de permettre un prélèvement représentatif à l'aide d'une pompe de surface.

Article 3 :

Un prélèvement et une analyse de référence seront effectués sur ces deux points par un laboratoire agréé dans un délai de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté afin de déterminer un état initial de la qualité des eaux.

Cette analyse de référence sera composée d'une analyse physico-chimique complète de type C3 et d'analyses particulières de type C4a, C4b et C4c telles que définies en annexe II du décret n° 89-3 du 3 janvier 1989 modifié par décret n° 91-257 du 7 mars 1991 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine.

Cette analyse sera complétée par un dosage spécifique du Mancozèbe (Produit de coordination de l'ion zinc avec l'éthylène bis-dithiocarbamate de manganèse) et du Manèbe (éthylène - bis- dithiocarbamate de manganèse)

Article 4 :

Par la suite, des prélèvements et contrôles annuels seront effectués sur ces deux points par un laboratoire agréé qui entreprendra les analyses suivantes :

- type C3,
- zinc,
- coordination de l'ion zinc et de l'éthylène bis-dithiocarbamate de manganèse, (Mancozèbe)
- éthylène bis-dithiocarbamate de manganèse (Manèbe).

Article 5 :

Les résultats des analyses seront communiqués dès réception à la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement ainsi qu'au service chargé de la police des eaux.

Article 6 :

Les frais engendrés par l'application du présent arrêté seront à la charge de l'exploitant.

Article 7 :

Conformément à l'article 21 du décret du 21 septembre 1977, un extrait du présent arrêté faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la mairie de STRASBOURG et mise à la disposition de tout intéressé sera affiché dans ladite mairie.

Un extrait semblable sera inséré, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux.

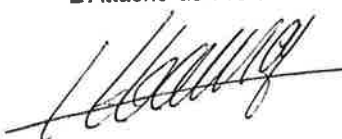
Article 8 :

Le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,
le maire de la ville de STRASBOURG,
les inspecteurs des installations classées

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à la société requérante avec un exemplaire des plans approuvés.


Strasbourg, le 8 avril 1992

Pour ampliation
Pour le Secrétaire Général
L'Attaché de Préfecture


Jean-Philippe MAURER



LE PREFET
P. LE PREFET
Le secrétaire général,


Michel PINAULT

Délai et voie de recours

(Article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement).
La présente décision peut être déférée au tribunal administratif.
Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant.
Le délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.